Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées hier devant la préfecture à l'appel des organisations d'aide aux sans-papiers. PHOTO MIGUE MARIOTTI

Sans-papiers. Mobilisation devant la préfecture, hier, pour la régularisation des jeunes et des adultes.

« On attend une gauche généreuse »

C'est parce qu'ils espéraient une politique radicalement différente sur le plan sociétal que les militant(e)s de la cause des sans-papiers se sont rassemblés, hier, devant la préfecture pour dire leur soif de justice pour ceux et celles qui sont dépossédés de leurs droits fondamentaux.

« *On n'a pas voté pour ça. Il faut que le pouvoir revienne à des bases fondamentalement de gauche qui placent en priorité l'humain au premier plan* », affirme avec conviction Jean-Claude Aparicio, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH). Il se souvient de 1981 où un certain ministre de l'Intérieur et maire de Marseille, Gaston Defferre, n'avait pas fait appel aux forces de l'ordre pour évacuer des ouvriers occupant leur imprimerie du Vaucluse de façon à laisser place à la négociation à la demande des syndicalistes.

« *C'était la gauche au pouvoir, celle de 2012 doit être généreuse, soucieuse de justice et de solidarité internationale.* » Or, le militant associatif ne reconnaît pas cette gauche-là. « *Les gens qui n'ont pas de papiers ne méritent pas d'être emprisonnés, ils n'ont commis aucun délit. Ils ont seulement fui la misère, le manque d'avenir ou les persécutions, il faut que Manuel Valls le comprenne, on n'a pas voté pour ça .*»

La LDH enquête sur de possibles violences policières

La LDH 13 avec l'Observatoire des violences policières illégitimes mène une enquête sur 5 à 6 cas de violences et de mauvais traitements présumés sur des personnes sans papiers enfermées au Canet. « *En août, Fatima Asfour, Marocaine, a refusé son embarquement. De retour au centre de rétention, elle est restée des heures sans soins. Les pompiers ont dû forcer les portes du CRA pour l'emmener à la Conception afin qu'elle subisse une greffe du foie. Elle est restée en soins intensifs pendant 15 jours, puis est retournée au CRA. Cinq jours plus tard, elle a de nouveau été hospitalisée suite à une infection. Il a fallu que Fatima Asfour se retrouve à l'article de la mort pour qu'on lui fasse un récépissé de 6 mois* », se désole Jean-Claude Aparicio.

Forte mobilisation autour des jeunes

La mobilisation porte également autour des jeunes dont l'emprisonnement révolte particulièrement les membres de Réseau Education Sans Frontières (RESF). L'exemple de Tigran Hovhannessian, jeune Arménien de 19 ans, en classe de Seconde au lycée Diderot à Marseille, a profondément choqué. La communauté scolaire s'est fortement mobilisée, aux côtés de RESF, de l'élu Front de gauche Jean-Marc Coppola, la LDH et des citoyens lambda, pour sa libération, intervenue vendredi dernier (lire nos colonnes du 22/09). « *En 5 ans de pouvoir sarkozyste, jamais un élève n'avait été enfermé au centre de rétention du Canet, c'est pas ce que nous avions espéré* », souligne Anne Gauthier du RESF. Tigran a d'ailleurs fait le déplacement tout comme cette famille rom expulsée de son abri précaire de Plombières et qui ne sait plus comment faire pour vivre dignement.

Bernadette Matrat (RESF) est d'autant plus inquiète que Tigran est toujours menacé d'expulsion dans un pays l'Arménie où il n'a plus personne. « *On ne voit rien changer. On demande un moratoire sur les expulsions et la liberté de circulation.* »

PIEDAD BELMONTE

SANS-PAPIERS

"Dès 18 ans, ils doivent vivre cachés"

Une trentaine de personnes ont manifesté, hier après-midi, devant la Préfecture pour les sans-papiers. / PHOTO F.V

Hier après-midi, devant la Préfecture des Bouches-du-Rhône, une trentaine de militants s'étaient réunis, à l'initiative de RESF 13 (Collectif d'éducation sans frontières), afin de dénoncer la condition des sans-papiers, marquée par une accumulation exceptionnelle de situations intolérables.

"Nous voulons que le préfet et donc l'État revoient la loi concernant les expulsions, qu'il se rende bien compte de la situation actuelle, notamment concernant les personnes majeures", clame Bernadette Matrat, militante RESF 13. *"Pour n'importe quel Français, la majorité signifie l'accès à l'indépendance. Pour un sans-papiers, cet anniversaire sonne l'accès à l'expulsion. Il doit apprendre à vivre caché"*, explique-t-elle.

D'ailleurs, à quelques mètres d'elle, Tigran Hovannissian a pris part à ce rassemblement. Le jeune homme, tout juste âgé de 18 ans, a passé 3 jours dans le centre de rétention et n'en est sorti que grâce à une forte mobilisation. Il est actuellement en attente de la décision du tribunal administratif, après avoir déposé un recours, car le préfet a maintenu l'obligation de quitter le territoire français.

F.V.